

ÉCHEC DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS À GRANDE ÉCHELLE

# La fin abrupte des grandes cités de logements

Au milieu des années 1960, une vague de critiques de plus en plus virulentes à l'encontre des grandes cités de logements submergea la Suisse. Elle fut accueillie avec reconnaissance par les médias et trouva un écho favorable au sein de la population, puis, de plus en plus, chez les professionnels. Le milieu des années 1970 sonna le glas du logement de masse en Suisse. Aujourd'hui, de nombreuses cités réalisées entre 1960 et 1970 sont des monuments historiques nécessitant une rénovation soignée.

Dieter Schnell, professeur de théorie et d'histoire de l'architecture à la Haute-école spécialisée de Berne

Dans son livre *The Language of Post-Modern Architecture*, paru en 1977 aux USA, le précurseur de la théorie architectonique postmoderne Charles Jencks (\*1939) donne pour date de la mort de l'architecture moderne le 15 juillet 1972. Ce jour-là, les autorités de la ville de Saint-Louis (USA) dynamitèrent en raison de la criminalité galopante qui y sévissait une partie de la cité de Pruitt-Igoe construite en 1955. Les images de l'explosion firent le tour du monde. Jencks emblématisa cet événement pour démontrer que la syntaxe architecturale développée après la Première Guerre mondiale par la modernité pour la réalisation de logements de masse était définitivement morte. Jencks n'était toutefois en aucun cas le premier à considérer que l'urbanisme et l'architecture modernes étaient voués à l'échec. En 1964 déjà, le publiciste berlinois Wolf Jobst Siedler avait critiqué avec virulence dans son livre *Die gemordete Stadt* les opérations de reconstruction dans l'Allemagne de l'après-guerre. L'année suivante, le psychanalyste Alexander Mitscherlich avait publié un pamphlet qui devint par la suite très populaire sur l'inhospitalité des villes qui incitaient à la discorde (*Die Unwirtlichkeit unserer Städte. Anstiftung zum Unfrieden*).

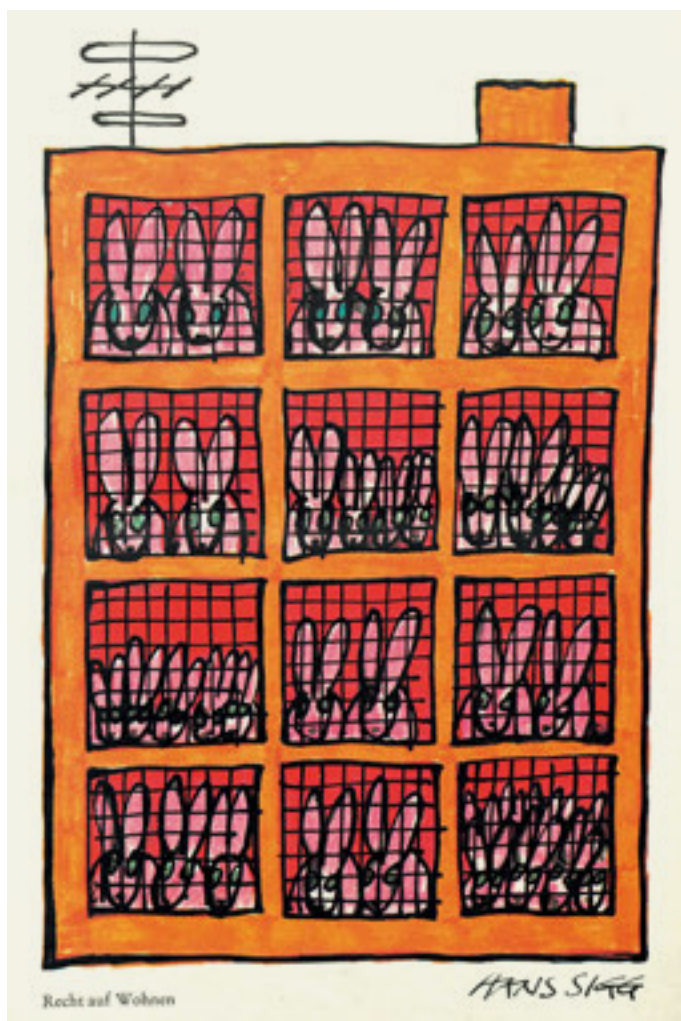
La vague critique atteint rapidement la Suisse et fut accueillie, popularisée et diffusée avec enthousiasme par les médias. En 1970, on pouvait lire dans le magazine féminin *Annabelle*: «Cette masse

*«Il ne saurait être question de protéger uniquement les (bonnes) constructions; il faut protéger les constructions typiques d'une époque – ce qui ne revient pas au même.»*

populaire habite dans le nouveau quartier [de Spreitenbach], dans une magistrale réalisation architectonique d'acier et de béton qui, par son nombre incalculable d'étages, donne un arrière-plan mo-

derne à des vestiges absurdes de la quiétude paysanne. Un ensemble hétéroclite dans le style des machines à habiter de notre époque se dresse vers le ciel avec des tours bien visibles et d'autres qui s'enchevêtrent de manière éhontée. Le gigantisme n'est pas conçu en contrepoint des alentours. La nature ne sert même plus de décor, elle n'est que le fondement de la construction. Les routes sont plus larges, mais désertiques; les immeubles sont plus propres, mais plus froids; les fenêtres sont plus grandes, mais plus sombres. Même la pluie n'est pas la même que dans le village tout proche, elle mouille davantage, elle est plus rébarbative et plus grise.» Néophytes et spécialistes n'ont jamais cessé de chercher à savoir si les enfants ayant grandi dans de grands ensembles étaient enclins par la suite, quand ils devenaient adultes, à se tourner vers la criminalité, la consommation de drogues ou la violence. Le livre *Wir Kinder vom Bahnhof Zoo*, paru en 1978, qui raconte de manière autobiographique la descente aux enfers par la prise d'héroïne et la prostitution infantile de Christiane F., une enfant qui avait grandi dans les logements collectifs du quartier Gropiusstadt de Berlin, a déclenché une discussion animée et semblé confirmer le lien depuis longtemps soupçonné entre logements de masse et criminalité.

Cependant, les quotidiens ne furent pas les seuls à critiquer cette architecture contemporaine, les architectes se mirent eux aussi à se distancier de ces réalisations. L'architecte et conseiller municipal schaffhousois Jörg Aellig écrivit en 1974 dans le petit ouvrage *Problem Hochhaus*: «En Suisse également, de nombreuses régions portent les stigmates de l'implantation inutile de grands ensembles de logements. La transformation des paysages est rarement acceptable et l'enlaidissement des sites est la règle dans la plupart des cas. Outre ces réserves d'ordre plutôt esthétique, il convient de mentionner une série d'expériences négatives faites principalement dans les cités de logements. [...] La place des enfants n'est pas dans des tours ou des immeubles dont les étages ne sont atteignables qu'en ascenseur. Les enfants n'ont pas besoin de bénéficier d'une vue panoramique (le plus souvent, même les adultes oublient assez rapidement la (magnifique vue) qui les avait tout d'abord enthousiasmés) car un panorama ne remplacera jamais le vécu dans la nature puisqu'il incite à considérer le paysage comme un décor, une carte postale.»



Commentaire du Nebelspalter le 12.9.1973: «Droit au logement»

So kommentierte der Nebelspalter am 12.9.1973: «Recht auf Wohnen»

### Dénatalité, récession et crise du pétrole

Le rejet des grandes opérations de logements collectifs fut accueilli favorablement par la population et conduisit un peu partout à la constitution de mouvements citoyens. Souvent activement soutenus par des sections locales de Patrimoine suisse, ces mouvements s'attaquèrent aux grands programmes de construction de logements dont les politiciens, les associations professionnelles, les autorités chargées de la planification et les investisseurs étaient encore convaincus du bien-fondé, et s'efforcèrent, avec de plus en plus de succès, de faire échouer ces projets dans les urnes. Le recul démographique dû à la pilule et la récession du secteur de la construction à la suite de la crise du pétrole de 1973 donnèrent des ailes à ce courant d'opposition. Dès 1975, les grands programmes de construction de logements avaient pour ainsi dire disparu du paysage suisse.

Le quartier de Holenacker, à Berne, fut le dernier grand programme de construction de logements qui en 1973 put encore franchir l'obstacle des urnes. Le début des travaux fut toutefois reporté pendant des années. En 1984, à l'occasion de son inauguration, les maîtres d'ouvrage et les investisseurs éprouvèrent le besoin de publier dans les colonnes du magazine *Das Wohnen* un ar-

ticle qui revenait sur les critiques régulièrement émises à l'encontre des grands ensembles de logements et qui relevait les qualités de ces nouvelles constructions: «Dans cette forme d'habitat bien spécifique, qui n'est pas sans susciter certaines controverses, un soin tout particulier a été accordé à la conception et à la planification d'équipements propices à une excellente qualité de vie. Dans le souci de créer un habitat convivial, les concepteurs ont équipé chaque étage d'une buanderie et d'une salle de jeux ou de réunion. Des chambres mansardées, des studios et des chambres d'hôtes complètent l'offre de logement aux étages. Toutes les pièces des appartements donnant sur les côtés sud-est et sud-ouest de la construction de 25 étages en forme de L sont pourvues de balcons spacieux et protégés, et la disposition des pièces (cuisine, salle à manger et petite pièce supplémentaire) se décline en plusieurs variations.» L'article revient en détails sur les critiques de l'époque, réfute les arguments selon lesquels les immeubles seraient à l'origine de maladies, insalubres, hostiles aux enfants ou conduiraient à une massification de la société. Il ressort de cette lecture que les maîtres d'ouvrage ressentaient une forte pression et essayaient de sauver ce qui pouvait l'être encore. Le lecteur aurait presque l'impression qu'ils doutaient eux aussi de la qualité de ces logements...

### Des bâtiments autrefois décriés deviennent des monuments

Aujourd'hui, ces grands ensembles des années 1960 et 1970 ont pour la plupart un besoin urgent de rénovation. Les services de la conservation des monuments, mais également Patrimoine suisse s'engagent toujours le plus possible pour garantir la rénovation minutieuse, dans les règles de l'art, des objets marquants d'une époque. On relève souvent le paradoxe entre ce souci de protection et les résistances qui s'étaient affirmées à l'époque de la réalisation de ces cités, et on souligne également qu'il n'est pas rare que ce soient les mêmes milieux (les conservateurs des monuments et les défenseurs du patrimoine) qui se soient farouchement opposés à leur édification il y a quelque quarante ans. Il est donc important de faire la distinction entre «intérêt de protection» et «réhabilitation». Il ne saurait être question de protéger uniquement les «bonnes» constructions; il faut protéger les constructions typiques d'une époque – ce qui ne revient pas au même. Récemment, de nombreuses personnes ont manifesté à Berlin contre le démantèlement des derniers pans du mur. Ce serait une erreur de réduire ces manifestants à des nostalgiques du communisme de la République démocratique allemande. Ces personnes voulaient attirer l'attention sur le fait que le mur est un témoin important, qui doit être sauvegardé indépendamment de toute appréciation historique de la République démocratique allemande. Un inventaire du patrimoine ne doit pas être considéré comme une évaluation tardive de réalisations architecturales, mais comme la lecture, entreprise au moment de l'établissement d'un inventaire, de la portée et de la valeur culturelle de ces réalisations. Selon cette logique, placer sous protection un bâtiment autrefois contesté n'est pas forcément un paradoxe, mais apporte la démonstration qu'une construction qui avait été décriée, parfois par le simple fait qu'elle était parvenue à résister à une virulente controverse, peut devenir un témoin typique et emblématique de son époque.

→ Plus sur le mal-être dans les cités de béton construites à l'époque du boom de la construction dans le livre: *Die Architekturkrise der 1970er-Jahre* de Dieter Schnell (éditions hier + jetzt, 2013, 112 p., en allemand, 24 francs)